

Davis, Lynn Etheridge, *The Cold War Begins : Soviet-American Conflict over Eastern Europe*, Princeton University Press, Princeton, 1974, 427 p.

Stanislav Kirschbaum

Volume 7, Number 3, 1976

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700702ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700702ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Kirschbaum, S. (1976). Review of [Davis, Lynn Etheridge, *The Cold War Begins : Soviet-American Conflict over Eastern Europe*, Princeton University Press, Princeton, 1974, 427 p.] *Études internationales*, 7(3), 467–468.
<https://doi.org/10.7202/700702ar>

DAVIS, Lynn Etheridge, *The Cold War Begins : Soviet-American Conflict over Eastern Europe*, Princeton University Press, Princeton, 1974, 427p.

On pourrait se demander à quoi sert un autre ouvrage sur la guerre froide. Or l'étude de Lynn Davis nous montre que ce sujet est loin d'être épuisé ; ayant eu accès aux archives du Département d'État américain, du Département de la guerre et d'autres agences du gouvernement américain, l'auteur nous offre le témoignage des documents. Ce faisant, elle met en cause les interprétations antérieures, en particulier celles de l'école dite révisionniste, et nous montre comment, du côté américain, la politique étrangère des États-Unis eut sa part de responsabilité dans le déclenchement de la guerre froide. Comme l'indique toutefois l'auteur dans sa conclusion, aucune interprétation ne saurait être définitive sans la consultation des archives du Kremlin.

La question de l'interprétation historique joue un rôle important dans cet ouvrage. L'auteur n'a raté aucune occasion pour montrer comment maintes hypothèses, suppositions et conclusions des auteurs révisionnistes étaient soit fausses, soit mal fondées. Ainsi les interprétations de la politique étrangère américaine de Williams, Kolko et surtout Alperovitz se voient remises en question d'une façon plutôt définitive. Lynn Davis indique aussi que les premières interprétations qui mettaient la responsabilité entière sur l'Union soviétique et qui cherchaient à comprendre ou à expliquer la passivité américaine devant l'expansionnisme soviétique ne sont pas tout à fait conformes à la réalité documentaire. Ce qui ressort de cet étude, c'est la nature de la politique étrangère américaine, tant du point de vue de ses principes que de sa formulation et le rôle qu'elle joua dans les débuts de la guerre froide.

Les principes de la politique étrangère américaine, surtout envers l'Europe de l'Est, avaient été formulés en 1941 avec la Charte

de l'Atlantique que les fonctionnaires du Département d'État avaient acceptée d'emblée, à tel point d'ailleurs qu'ils ne se posèrent jamais la question à savoir comment la mettre en vigueur une fois la guerre terminée. C'est la foi dans l'universalité de la Charte qui les aveugla au point non seulement de déterminer son applicabilité, mais aussi la possibilité d'y déroger. Ainsi, lorsque le président Roosevelt indiqua qu'il était prêt à accepter la ligne Curzon comme frontière orientale de la Pologne, plutôt que de traduire ceci en élément de la politique étrangère américaine, le Département d'État se borna à répéter que toute solution politique devait attendre la fin de la guerre et se baser sur la Charte. Ainsi fut ratée une occasion d'arriver à une entente avec l'Union soviétique bien avant que celle-ci ne soit dans une position militaire prédominante en Europe de l'Est.

L'auteur met aussi en évidence le fait que la politique américaine ne mit jamais en vigueur tous les moyens diplomatiques dont elle disposait pour s'assurer que la Charte serait respectée : la surveillance des élections en Europe de l'Est, pression auprès du Kremlin de créer des institutions représentatives et tous les moyens économiques que possédait Washington à l'époque comme le *lend-lease* entr'autres. Contrairement à ce qu'avaient affirmé les historiens révisionnistes, les États-Unis n'usèrent jamais de chantage militaire, voire atomique. Ainsi, aucun marchandage n'eut lieu entre les Américains et les Soviétiques, marchandage qui eût pu minimiser, voire éviter l'éventuelle domination soviétique en Europe de l'Est.

Les Américains n'étaient pas pour autant ignorants des revendications territoriales et sécuritaires soviétiques. Ils refusèrent cependant d'accepter le fait que ces revendications pouvaient aller à l'encontre de la Charte et que le conflit qui en résulterait ne saurait être résolu qu'en affirmant continuellement la nécessité de la respecter. Dès qu'il devint évident que Moscou n'al-

lait pas la respecter, Washington ne fit rien, car la diplomatie américaine n'avait pas prévu les moyens nécessaires pour une telle éventualité. Cette situation s'était manifestée d'ailleurs assez tôt avec la Pologne qui devint le baromètre des relations américano-soviétiques. La Charte fut la pierre d'achoppement car, en insistant continuellement, surtout en 1945, sur sa mise en vigueur, donc du droit des peuples d'Europe centrale de disposer d'eux-mêmes, les Américains signalaient aux Soviétiques qu'ils n'étaient pas prêts à accepter leurs revendications territoriales et sécuritaires. D'où le durcissement des positions et le déclenchement de la guerre froide.

De l'ouvrage de Lynn Davis ressort le fait que la diplomatie américaine n'avait pas vraiment étudié tous les aspects de la situation internationale qui résulterait de la guerre. Qui plus est, les fonctionnaires du Département d'État, à quelques exceptions près comme George Kennan et Averell Harriman, n'avaient pas compris que les principes de la Charte étaient en contradiction avec les revendications soviétiques, donc sources de conflit. En refusant d'examiner les solutions politiques de la paix avant la fin des hostilités, ils s'étaient mis dans une position désavantageuse vis-à-vis des Soviétiques, donc en situation de conflit. Leur politique en fut une de réaction aux initiatives et faits accomplis soviétiques. Le résultat fut que l'Europe de l'Est passa aux Soviétiques.

Il est dommage que l'auteur ne consacra pas un chapitre à l'attitude du Département d'État envers l'U.R.S.S. Cela aurait rapporté une dimension supplémentaire mais nécessaire. Malgré cette lacune, c'est un excellent ouvrage qui redressera l'équilibre dans l'historiographie sur la guerre froide.

Stanislav KIRSCHBAUM

*Département de science politique,
Collège Glendon, York University.*

ERDEMLI, H. et REAL, B. *L'internationalisation dans la branche « construction de centrales électriques notamment nucléaires »*, Institut de recherche économique et de planification, Grenoble, 1974, 232p.

L'étude menée par H. Erdemli et B. Real sur le processus d'internationalisation dans la branche « construction de centrales électriques notamment nucléaires » présente un très grand intérêt, surtout à un moment où le problème de l'énergie se pose avec une acuité certaine.

D'après les auteurs, la branche électromécanique couvre la production des matériels suivants : chaudières à vapeur ou nucléaires, turbines, alternateurs, transformateurs, disjoncteurs. Une première partie de l'étude est consacrée à l'examen des centrales classiques. Six États, les États-Unis, le Japon, la Grande-Bretagne, la RFA, la France et la Suisse, ont construit de gros équipements pour centrales électriques, représentant 60 à 95% de la puissance installée dans le monde de 1957 à 1969. À partir de 1969, une tendance au désengagement concerne beaucoup plus les secteurs mécaniques de ces équipements que les domaines liés à la construction électrique.

Les deux auteurs ont ensuite étudié la structure de la branche dans les principaux pays constructeurs, soit les six États énumérés plus haut, plus l'Italie et la Suède. Aux É.-U., par exemple, des trois types de centrales utilisées, la centrale nucléaire connaît une progression rapide aux dépens, d'une part, des centrales thermiques qui occupent toujours une place considérable et, d'autre part, des centrales électriques dont l'importance est de plus en plus faible. La même constatation peut être faite pour de nombreux États à l'exception du Japon qui, tout en se proposant, à l'avenir, de produire son énergie à partir de centrales nucléaires, a connu aussi un développement rapide dans la branche électromécanique. Cependant, il est nécessaire de pré-